

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1062 le 3 février 2019

Dans ce numéro

Quatre morts après l'attaque d'un camion par des inconnus armés dans le sud de l'Éthiopie...

(Page 2)

Huit militaires tués par des membres présumés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest dans le nord-est du Nigeria...

(Page 3)

Au Mozambique, arrestation de trois Ougandais soupçonnés d'être des chefs djihadistes...

(Page 4)

La Corée du Nord n'abandonnera pas toutes ses armes nucléaires selon Dan Coats...

(Page 5)

L'accès au portail internet sud-coréen *Daum* bloqué par les autorités chinoises...

(Page 7)

Nouvelles exemptions à l'embargo sur les armes à destination de la Centrafrique pour la Russie et la Chine...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

En Allemagne, arrestation de trois Irakiens soupçonnés d'avoir planifié un attentat...

Mercredi, trois Irakiens soupçonnés d'avoir planifié un attentat ont été arrêtés par des officiers des forces spéciales et de la police criminelle (BKA) allemandes. Selon le procureur fédéral, deux hommes de 23 ans sont soupçonnés d'avoir préparé un acte de violence grave et le troisième suspect, un homme de 36 ans, d'avoir aidé les deux hommes à planifier l'attentat. Le président du BKA, Holger Muench, a dit que les suspects avaient planifié de perpétrer un attentat avec un engin explosif improvisé, une arme à feu ou un véhicule, mais que le groupe n'avait pas encore décidé de la cible et de la date. Cependant, M. Muench estime que les membres du groupe, qui résidaient en Allemagne en tant que réfugiés reconnus, étaient déterminés. Leur objectif était de tuer le plus grand nombre de personnes possible. Selon le bureau du procureur fédéral, les deux principaux suspects avaient réalisé leurs premiers essais d'explosion avec de la poudre noire de feux d'artifice de la Saint-Sylvestre et avaient ensuite cherché à utiliser des armes à feu dont le prix, cependant, était rédhibitoire. L'un des suspects a obtenu des instructions relatives à la fabrication d'un engin explosif improvisé. Le même homme a également commandé un dispositif de mise à feu en Grande-Bretagne. Cependant, une loi britannique a empêché que la commande puisse être honorée, selon le bureau du procureur.

(Radio Chine internationale, le 31-01-2019)

Sept civils tués et vingt blessés après un attentat dans le sud-ouest du Yémen...

Au Yémen, un attentat a frappé Mokha dans le sud-ouest du pays. Sept civils dont un journaliste ont été tués. Vingt autres personnes ont été blessées. Cela s'est passé hier soir.

(Médi-1, le 29-01-2019)

La Chine serait capable de mener des cyberattaques efficaces contre les infrastructures américaines selon Dan Coats...

Les États-Unis sont menacés au niveau de la cybersécurité. C'est ce que confirme le rapport présenté ce mardi 29 janvier par M. Coats devant la Commission du renseignement du Sénat. Pour la première fois, le rapport conclut que la Chine est désormais bien placée pour mener des cyberattaques efficaces contre les infrastructures américaines et mentionne spécifiquement la capacité de Pékin à couper, au moins brièvement, les pipelines de gaz naturel. L'évaluation montre également que si la capacité de la Russie à mener des campagnes de cyber-espionnage et d'influence était semblable à ce qu'elle aurait prétendument été lors de l'élection présidentielle américaine de 2016, la plus grande inquiétude serait que les infrastructures militaires ou non militaires des États-Unis puissent être perturbées ou endommagées par les Russes.

(Press TV, le 30-01-2019)

Au moins dix-huit morts après un double attentat dans une cathédrale des Philippines...

Aux Philippines, un attentat meurtrier a frappé hier la cathédrale de Jolo, une île du sud de l'archipel. Selon un dernier bilan, la double attaque a fait au moins dix-huit morts. Un attentat qui a été revendiqué par l'organisation de l'État islamique. La première bombe a explosé à l'intérieur de la cathédrale du mont Carmel au moment de la messe dominicale, puis une seconde bombe sur le parking quand les militaires arrivaient.

(Radio Vatican, le 28-01-2019)

Aux Philippines, au moins dix-huit personnes ont péri dimanche dans un double attentat contre la cathédrale de Jolo, sur une île du sud qui demeure un bastion de militants islamistes. Cette attaque revendiquée par le groupe État islamique a eu lieu lors d'une messe. Cet attentat intervient deux jours après l'annonce de l'approbation massive, lors d'un référendum lundi dernier, de la création dans le sud de l'archipel de la région autonome de Bangsamoro dans le cadre du processus de paix avec l'insurrection musulmane.

(La voix de l'Amérique, le 28-01-2019)

Quatre morts après l'attaque d'un camion par des inconnus armés dans le sud de l'Éthiopie...

Des hommes armés non identifiés ont tué quatre personnes dans une attaque contre un camion de marchandises qui circulait dans le sud de l'Éthiopie, a rapporté mercredi le média officiel éthiopien *EBC*. L'attaque s'est produite mardi après-midi, lorsque des hommes armés ont tendu une embuscade à un camion de marchandises qui circulait sur la route dans l'État régional du Sud, faisant quatre morts, a rapporté *EBC*. La police n'a pas encore déterminé la raison de cette embuscade. Mais un habitant de cette zone, qui a récemment parlé à *Xinhua*, a révélé que les hommes armés affiliés au groupe rebelle du Front de libération Oromo (FLO) lancent occasionnellement des embuscades mortelles contre les civils et les forces de sécurité.

(Radio Chine internationale, le 31-01-2019)

Attentat à la voiture piégée dans une station-service de la capitale somalienne...

Au moins deux personnes ont été tuées et cinq blessées, mardi, dans un attentat à la voiture piégée à Mogadiscio, près du ministère somalien du Pétrole, a-t-on appris de source sécuritaire. Le véhicule était garé dans une station-service située devant le ministère, a indiqué Mohamed Abdullahi Tulah, un responsable sécuritaire régional. « Il était caché à l'intérieur de la station-service quand il a explosé. Deux civils ont été tués et cinq autres blessés » a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse. Selon Dahir Adan, un témoin, l'une des deux personnes tuées est une femme qui vendait du thé près du lieu de l'explosion. « C'était une très forte explosion, mais heureusement elle n'a pas provoqué d'incendie qui aurait détruit la station-service et le nombre de victimes est minimal » a-t-il ajouté. L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué, mais les islamistes radicaux shabaab, affiliés à Al-Qaïda, ont l'habitude de mener de telles opérations dans la capitale somalienne.

(Africa N°1, le 29-01-2019)

Vingt-quatre membres présumés d'Al-Shabaab tués dans une frappe aérienne américaine dans le centre de la Somalie...

Les forces américaines ont mené une frappe aérienne en Somalie, tuant vingt-quatre islamistes du groupe des shabaab, ont annoncé jeudi des responsables militaires du Pentagone. Le bombardement, mercredi, a été effectué près du lieu d'un campement terroriste dans la région du Hiran, dans le centre de la Somalie, a indiqué le commandement américain en Afrique dans un communiqué. Cette frappe s'inscrit dans le cadre d'une mission en cours dans laquelle les forces américaines coopèrent avec l'Union africaine et les forces de sécurité nationale somaliennes pour combattre les islamistes somaliens shabaab. « De telles frappes continuent d'aider nos partenaires à faire des progrès dans leur lutte contre les terroristes transnationaux qui s'opposent à la paix en Somalie et dans la région » a précisé le directeur des opérations du commandement américain en Afrique, le général Gregg Olson. Le Pentagone a accentué le rythme de ses frappes en Somalie ces dernières années. Le mois dernier, l'armée américaine a indiqué avoir tué soixante-deux shabaab dans six frappes aériennes en Somalie. Les islamistes somaliens shabaab avaient revendiqué l'attaque d'un complexe hôtelier au Kenya ayant fait, mi-janvier, vingt-et-un morts et vingt-huit blessés.

(Africa N°1, le 01-02-2019)

Quatre militaires maliens tués après l'attaque d'un camp dans la région de Gao...

Au Mali, quatre militaires maliens ont perdu la vie et dix autres ont été blessés dans une attaque à Tarkint, dans le cercle de Bourem, dans la région de Gao. Les assaillants, avant d'attaquer le camp, ont saboté le système de communication mis en place à travers le réseau de téléphonie. C'est au moment où ils se sont rendus compte que les éléments en poste ne pouvaient plus communiquer qu'ils ont attaqué le poste de Tarkint. L'attaque était complexe parce qu'il s'agissait d'un véhicule kamikaze qui, selon certains habitants, a forcé son entrée dans le camp avant de se diriger vers les miradors. Cette action a été suivie de tirs d'armes lourdes et légères. Dans le feu de l'action, deux militaires maliens ont été tués, dix blessés dont six graves. Parmi les six blessés graves, deux ont succombé à leurs blessures après leur évacuation sur l'hôpital de Gao.

(La voix de l'Amérique, le 30-01-2019)

Dix morts après une attaque terroriste dans le nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, dix personnes ont été tuées dimanche à Sikiré, dans le nord, dans une attaque terroriste, selon une source sécuritaire et un élu local cités par l'AFP. Selon un élu local de la commune d'Arbinda joint depuis Ouagadougou, les assaillants armés de kalachnikov ont fait plusieurs tours dans le village et ouvert le feu sur les habitants. Ils ont saccagé et incendié des boutiques et autres commerces et emporté des motocyclettes et un tricycle, a ajouté l'élu sous couvert d'anonymat. Toute la journée les populations sont restées chez elles, gagnées par la psychose de ces attaques qui se multiplient dans la zone, a-t-il dit.

(La voix de l'Amérique, le 28-01-2019)

Quatre militaires tués après l'attaque d'une base dans le nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, au moins quatre soldats ont été tués et quatre autres blessés hier à Massoumbou, dans le nord du pays. Dimanche, une autre attaque avait coûté la vie à dix civils. Des individus lourdement armés non identifiés ont attaqué hier matin la base militaire de Nassoumbou. Ils sont arrivés en deux roues et ont tiré des roquettes déclenchant un incendie dans la même base où douze soldats ont été tués en décembre 2016. La force française *Barkhane* a dû intervenir avec un avion *Mirage* venu de Niamey au Niger et un hélicoptère *Tigre* venu de Gao au Mali. Les assaillants ont battu en retraite en direction de la frontière malienne. Dimanche, dix civils ont été tués par des assaillants qui ont ouvert le feu sur les habitants du village de Sikiré à moins de cent kilomètres de Nassoumbou. Depuis le 1er janvier, l'état d'urgence a été décrété dans quatorze provinces sur les quarante-cinq que compte le Burkina Faso.

(La voix de l'Amérique, le 29-01-2019)

Multiplication des attaques de Boko Haram dans le sud-est du Niger...

Six personnes ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi dans une nouvelle attaque du groupe djihadiste nigérian Boko Haram contre un village du sud-est du Niger, proche du Nigeria, dans la région du lac Tchad, a déclaré un responsable municipal. « Six personnes ont été tuées dans la nuit de vendredi par des éléments de Boko Haram à Bagué Djaradi, un village situé dans la commune de Toumour » a-t-il précisé à l'AFP. « Les assaillants, venus à pied, ont tué leurs victimes par balles » a-t-il ajouté, sans pouvoir donner plus de détails. Selon une source humanitaire, des éléments du groupe terroriste Boko Haram ont mené l'attaque vendredi aux environs de 22h00 (21h00 GMT). Fin janvier, quatre villageois ont été tués par Boko Haram à Bosso, une commune voisine de celle de Toumour. Plusieurs habitations et trois véhicules chargés de poivrons, base de l'économie locale, avaient été incendiés lors de l'attaque. Bosso et Toumour sont situées près du bassin du lac Tchad, un des repaires de Boko Haram.

(Africa N°1, le 02-02-2019)

Huit militaires tués par des membres présumés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest dans le nord-est du Nigeria...

Huit soldats nigériens au moins ont été tués dans le nord-est du Nigeria lors d'affrontements avec une faction du groupe djihadiste Boko Haram, a-t-on annoncé jeudi de sources militaires. Un convoi militaire s'est heurté à des combattants du groupe de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), une faction de Boko Haram affiliée aux djihadistes de l'organisation de l'État islamique. Les combats se sont produits à proximité de Dikwa, à 90 kilomètres de Maïduguri, la capitale de l'État de Borno, ont précisé deux responsables militaires à l'AFP. « Les terroristes à bord de trois véhicules armés et de plusieurs

motos ont attaqué mercredi soir le convoi militaire aux alentours de 17h40 (18h40 GMT), tuant huit soldats » a précisé l'un de ces responsables. Un soldat est toujours porté disparu. « Les rebelles ont dû se retirer avec l'arrivée de renforts de troupes venus de Dikwa et de Gajibo » a poursuivi l'officier sous le couvert de l'anonymat. « Les combats de mercredi ont duré une demi-heure » a précisé le deuxième militaire. Le convoi militaire regagnait Dikwa en compagnie d'un commandant depuis la ville de Rann, où l'officier supérieur venait de superviser le déploiement de troupes et d'armes après des attaques de Boko Haram » ont précisé les deux sources militaires. Le 14 janvier, des combattants de la faction Abubakar Shekau de Boko Haram s'étaient emparés d'une base militaire à Rann, tuant quatorze personnes et livrant la base aux flammes. Plus de 30 000 civils ont fui la région pour le Cameroun voisin à la suite de cette attaque. Boko Haram a intensifié depuis des mois ses attaques contre des cibles militaires, s'emparant de bases, tuant des militaires et pillant des armes.

(Africa N°1, le 01-02-2019)

Au Mozambique, arrestation de trois Ougandais soupçonnés d'être des chefs djihadistes...

La police mozambicaine a arrêté trois Ougandais présentés comme des chefs djihadistes qui sèment la terreur depuis plus d'un an dans la province du Cabo Delgado, au nord du Mozambique, a-t-on appris mardi auprès d'un de ses porte-paroles. Ces trois personnes, dont une femme, étaient toujours interrogées mardi dans un commissariat de la ville de Nampula, a précisé à l'AFP ce porte-parole, Zacarias Nacute. Elles ont été interpellées dans les forêts proches de la ville de Mocimboa da Praia, à une date que la police a refusé de préciser. La région du Cabo Delgado, à majorité musulmane, est le théâtre depuis octobre 2017 d'une série d'attaques meurtrières visant la population et les forces de l'ordre, attribuées à un groupe djihadiste armé auparavant inconnu. Plus d'une centaine de civils ont été tués lors de ces raids et des milliers d'autres contraints de quitter leur village. Cette insurrection inquiète les autorités de Maputo et de grands groupes pétroliers tels que Exxon, Anadarko ou ENI, qui ont commencé à s'installer dans la région pour y exploiter des gisements de gaz off-shore très prometteurs. Les trois Ougandais arrêtés sont des membres présumés du groupe Al-Shabaab, mais sans lien avéré avec le groupe somalien du même nom. Ils ont été présentés vendredi à la presse locale. « Je suis le chef des Al-Shabaab en Ouganda, mais je ne fais pas partie des groupes qui mènent des attaques dans le Cabo Delgado. Nous sommes au Mozambique pour y délivrer notre chef emprisonné » a déclaré l'un des trois détenus, identifié par les autorités sous le nom de Abdul Rahman Faisal. Malgré d'importants renforts de la police et de l'armée, les autorités ne parviennent pas à enrayer les raids des islamistes. Un total de 189 personnes sont jugées depuis octobre dernier pour leur participation présumée à l'insurrection, parmi lesquels des Tanzaniens, Congolais, Somaliens et Sud-Africains.

(Africa N°1, le 30-01-2019)

L'Ouganda demande l'extradition de six islamistes présumés détenus au Mozambique...

En Ouganda, les autorités ont annoncé leur intention de demander au Mozambique de lui livrer six islamistes présumés ougandais afin de les poursuivre dans leur propre pays. L'Ouganda veut l'extradition de six islamistes présumés. « Nous travaillons avec le gouvernement du Mozambique et nous comprenons qu'ils ont arrêté un certain nombre de suspects » a déclaré Fred Enanga le porte-parole de la police ougandaise. Maputo a indiqué mardi avoir arrêté trois Ougandais qui sont présentés comme des chefs djihadistes semant la terreur depuis plus d'un an dans la région de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique. Selon M. Enanga les trois autres Ougandais que Kampala compte réclamer étaient déjà détenus par les autorités mozambicaines. Les six détenus sont poursuivis par la justice ougandaise et mozambicaine pour des crimes sur les deux territoires. Un des suspects se nomme Abdul Rahman Faisal. Il serait l'imam de la mosquée Usafi qui, selon la police ougandaise, était un centre de radicalisation. En avril 2018, le ministre ougandais de l'Intérieur Jeje Odong avait indiqué que la police y avait trouvé des armes ainsi que cent femmes et enfants retenus contre leur volonté.

(La voix de l'Amérique, le 01-02-2019)

Les autorités ougandaises ont annoncé jeudi leur intention de demander au Mozambique de lui livrer six islamistes ougandais présumés afin de les poursuivre dans leur pays. « Nous travaillons avec le gouvernement du Mozambique et nous comprenons qu'ils ont arrêté un certain nombre de suspects » a déclaré à l'AFP Fred Enanga, porte-parole de la police ougandaise. « Via le ministère des Affaires étrangères, nous avons exprimé un intérêt pour six d'entre eux. La police mozambicaine a indiqué mardi avoir arrêté trois Ougandais qui sont, selon elle, des chefs djihadistes semant la terreur depuis

plus d'un an dans la région de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, riche en gaz. Selon M. Enanga, les trois autres Ougandais que Kampala compte réclamer étaient déjà détenus par les autorités mozambicaines. Le porte-parole a indiqué que la justice ougandaise avait l'intention de les poursuivre pour des crimes allégués commis en Ouganda. « Nous n'avons pas de traité d'extradition avec le Mozambique, mais une délégation du Mozambique nous a rendu visite et une délégation ougandaise est allée là-bas » a précisé M. Enanga. Le Mozambique les poursuit également pour les crimes commis sur son territoire. Un des suspects visés se nomme Abdul Rahman Faisal. Selon un responsable de la municipalité de Kampala, Hassan Kiberu, cet homme était le chef de la mosquée Usafi qui était, selon la police ougandaise, un centre de radicalisation. En avril 2018, le ministre ougandais de l'Intérieur Jeje Odong avait indiqué que la police y avait trouvé des armes ainsi que 100 femmes et enfants retenus contre leur volonté. « Après le raid sur la mosquée Usafi - une cellule terroriste au milieu de la ville - un certain nombre de personnes ont été inculpées de kidnapping avec intention de meurtre et terrorisme » a souligné jeudi M. Enanga. « Des enfants étaient recrutés et radicalisés. Certaines personnes ont réussi à échapper au raid et certains d'entre eux figurent parmi les suspects arrêtés au Mozambique » a-t-il ajouté. « Abdul Rahman était un des suspects qui se trouvaient sur notre radar et que nous tentions de localiser ». Les autorités ougandaises ont adopté une ligne dure contre les islamistes depuis le double attentat à Kampala qui a fait 76 morts en 2010. L'opération a été revendiquée par les shabaab somaliens.
(Africa N°1, le 01-02-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Huawei accusé de vol de secrets industriels par les autorités américaines...

Les autorités américaines ont entamé de nombreuses poursuites pénales contre le géant chinois des télécommunications Huawei Technologies, sa directrice financière, ainsi que contre plusieurs filiales. Le département américain de la Justice a annoncé, lundi, qu'un total de 23 chefs d'inculpation a été déposé : 13 par New-York et 10 par Seattle. Les procureurs new-yorkais ont inculpé Huawei, sa directrice financière Meng Wanzhou et d'autres filiales de plusieurs accusations, incluant la fraude bancaire. Les procureurs de Seattle ont inculpé deux filiales de Huawei de vol de secrets industriels, entre autres. Les chefs d'accusations indiquent que les ingénieurs de l'entreprise ont pris secrètement des photos d'un robot testeur de téléphones portables T-Mobile et ont également volé l'une des pièces de celui-ci. Toujours d'après les chefs d'inculpation, le complot de vol de secrets industriels était une initiative à l'échelle de l'entreprise, les employés se voyaient offrir un bonus basé sur la valeur de l'information volée à d'autres firmes. Le directeur du FBI Christopher Wray a indiqué à la presse, lundi, que Huawei avait cherché à voler, intentionnellement et systématiquement, des propriétés intellectuelles de valeur à une entreprise américaine.

(Radio Japon international, le 29-01-2019)

L'avenir des États-Unis s'annonce périlleux, selon les responsables des services de renseignement américains...

Les responsables des services de renseignement américains déposant hier à Washington devant une commission sénatoriale ont mis en garde contre ce qu'ils appellent un avenir encore plus périlleux pour les États-Unis ou l'Amérique risque de voir son influence diminuer, ses alliés chanceler et ses principaux adversaires unirent leurs forces pour entamer les normes qui ont pu assurer jusqu'ici la sécurité du pays et rendre le monde plus stable.

(La voix de l'Amérique, le 30-01-2019)

La Corée du Nord n'abandonnera pas toutes ses armes nucléaires, selon Dan Coats...

Aux États-Unis, le président Donald Trump prépare sa deuxième entrevue avec Kim Jong-un, affichant son optimisme à propos de la dénucléarisation de la Corée du Nord. Pourtant, le renseignement national se montre plutôt sceptique. Son patron Dan Coats estime que le pays communiste n'abandonnera pas toutes ses armes atomiques. Il a tenu ces propos hier lors d'une audition devant le Sénat. Selon lui, ses dirigeants considèrent les armes nucléaires comme indispensables à la survie du régime. Et des activités pouvant appuyer une telle évaluation ont été observées. Dan Coats a tout de même évoqué le fait que le Nord suspend depuis plus d'un an ses provocations liées aux armes de destruction massive. Et d'ajouter que son dirigeant montre sa volonté de dénucléariser son royaume.

(KBS World Radio, le 30-01-2019)

Les milieux du renseignement américains contredisent les allégations de Trump sur l'Iran. Une nouvelle étude sur les menaces mondiales conclut qu'il est peu probable que la Corée du Nord renonce à la totalité de son arsenal nucléaire. Elle ajoute aussi que l'Iran ne cherche pas à l'heure actuelle à développer son programme nucléaire en vue de construire la bombe atomique. Cette double évaluation contredit directement deux principes majeurs de la politique étrangère de l'administration Trump. Daniel R. Coats, directeur du renseignement national des États-Unis, a également contesté le bien-fondé des prétentions du président américain Donald Trump sur l'éradication de Daesh, principal motif qui expliquerait la décision de Trump d'annoncer le retrait américain de Syrie. Le rapport annuel connu sous le nom de *Worldwide Threat Assessment* conclut que le groupe terroriste Daesh dispose toujours de milliers de membres en Irak et en Syrie, avec huit sous-groupes et une dizaine de réseaux à travers le monde.

(Press TV, le 30-01-2019)

Selon Dan Coats, Téhéran pourrait finir par répliquer militairement aux frappes israéliennes contre des cibles iraniennes en Syrie...

Le directeur du renseignement national des États-Unis, Dan Coats, a mis Israël en garde contre la poursuite de ses attaques sur des présumées cibles iraniennes en Syrie. « Il est possible que l'Iran attaque des cibles israéliennes si Israël continue ses frappes aériennes contre des cibles iraniennes présumées en Syrie » a déclaré le directeur du renseignement américain Dan Coats s'exprimant mardi devant la Commission du renseignement du Sénat. Dan Coats a ajouté que selon les appareils du renseignement des États-Unis, l'Iran ne voulait pas un conflit armé majeur avec Israël. « Cependant, les frappes israéliennes qui font des victimes peuvent augmenter la probabilité des représailles conventionnelles iraniennes visant Israël » a-t-il ajouté. Le directeur du renseignement national des États-Unis a prétendu que l'Iran essayait de créer des bases militaires permanentes en Syrie et souhaitait probablement y maintenir un réseau de combattants chiites étrangers malgré les menaces israéliennes de mener des attaques régulières contre ces bases.

(Press TV, le 31-01-2019)

Nouveaux différends entre le président Trump et ses services de renseignement...

Le président Donald Trump a semblé dans une série de *tweets* relancer sa vieille querelle avec les services de renseignement américains ridiculisant leur évaluation concernant le groupe État islamique, la Corée du Nord et l'Iran. Il les a qualifiés « d'êtres extrêmement passifs et naïfs » leur demandant même de retourner à l'école. M. Trump a été contredit par les chefs de ses propres services de renseignement sur plusieurs des dossiers en question alors qu'il se targue de succès indéniables depuis son arrivée à la Maison-Blanche.

(La voix de l'Amérique, le 31-01-2019)

Des diplomates canadiens en poste à La Havane frappés par de mystérieux symptômes...

Une drôle de maladie sévit à l'ambassade du Canada à La Havane. Le Canada réduit de moitié environ son personnel en poste à Cuba. En cause de mystérieux symptômes qui ont frappé quatorze Canadiens, des diplomates et leurs proches, qui souffrent depuis 2017 des mêmes maux de tête, étourdissements, acouphènes, migraines et même problèmes visuels. La même chose est arrivée à vingt-cinq diplomates américains et leurs familles depuis fin 2016. Le Canada estime improbable que ces symptômes soient dû comme estimé précédemment à l'utilisation d'appareils acoustiques à micro-ondes capables de provoquer des dommages cérébraux.

(Deutsche Welle, le 31-01-2019)

... MILITAIRE ...

Vers une réduction du nombre d'exercices militaires conjoints sud-coréano-américains...

Alors que les États-Unis et la Corée du Sud œuvrent ensemble pour la dénucléarisation de la Corée du Nord, les armées des deux pays ont convenu de réduire le nombre de leurs exercices conjoints prévus pour le printemps. Selon des responsables du ministère sud-coréen de la Défense, les militaires se sont mis d'accord pour la tenue des exercices *Key Resolve* et *Foal Eagle* pendant environ deux mois, comme d'habitude. Ils sont prévus pour le début du mois de mars. Ils ont précisé qu'une partie des exercices n'aura pas lieu, ces derniers impliquant des unités de manœuvres. Les responsables ont ajouté que cette réduction du nombre d'exercices a pour but de ne pas nuire aux discussions

diplomatiques entourant la dénucléarisation de la Corée du Nord. Un deuxième sommet entre P'yongyang et Washington est prévu pour la fin du mois de février. En 2018, les armées ont raccourci la durée des manœuvres, sur fond d'accalmie des tensions entre Séoul et P'yongyang. Les armées des deux pays ont également annulé une partie des manœuvres militaires, de l'été à l'hiver. Certains observateurs craignent que la capacité de réaction rapide des forces américaines et sud-coréennes ne soit compromise.

(Radio Japon international, le 28-01-2019)

En Corée du Sud, mise en service officielle du premier avion ravitailleur Airbus A330-MRTT...

Le premier avion ravitailleur de l'armée a officiellement été déployé aujourd'hui lors d'une cérémonie organisée dans la base aérienne de Gimhae, dans le sud-est du pays. Cet appareil A330-MRTT a été construit par le groupe européen Airbus et livré à la Corée du Sud en novembre dernier. L'armée de l'air l'a baptisé *Cygnus*, ou la constellation du cygne en français. Trois autres sont attendus en avril, en août et en décembre. L'A330-MRTT peut approvisionner en carburant jusqu'à une dizaine de chasseurs F-15 et jusqu'à une vingtaine de F-16. Le déploiement de ce qu'on surnomme une station-service volante permettra à l'armée de rallonger drastiquement la durée de ses opérations.

(KBS World Radio, le 30-01-2019)

De nouveaux drones et missiles de conception iranienne dévoilés lors d'une exposition...

Les forces armées iraniennes ont dévoilé mercredi de nouveaux drones et de nouveaux missiles guidés de conception domestique, a rapporté *Press TV*. Les drones ont été montrés au public au cours d'une exposition sur les plus récentes réalisations des forces armées. L'un de ces drones, le *Kaman-12*, peut voler pendant dix heures d'affilée à une vitesse de 200 km/h. Il pèse 450 kg et peut transporter une charge de 100 kg. Il peut atterrir et décoller sur une piste d'à peine 400 m de long, et dispose d'un rayon d'action de 1 000 km. Un autre drone, le *Shahed-129* amélioré, peut effectuer des opérations de surveillance et de reconnaissance, mais aussi transporter des bombes et des missiles pour des opérations de combat. Le chasseur de combat *Saeqeh-2*, qui transporte quatre bombes guidées, a également été dévoilé au public au cours de cet événement. Plusieurs missiles guidés destinés à des drones ou à des avions de combat ont été présentés durant l'exposition. L'un d'entre eux était le missile *Akhgar*, le plus récent projectile conçu pour équiper les drones iraniens. Il s'agit d'un missile téléguidé d'1,7 m de long, qui dispose d'une vitesse de 600 km/h et d'une portée de 30 km. Un autre missile guidé, le *Qassed-3*, peut être déployé sur des avions de combat. Long de 5,15 m, il transporte une ogive explosive de 453 kg, et possède une portée de 100 km.

(Radio Chine internationale, le 31-01-2019)

L'Allemagne envisagerait de déployer des bâtiments de guerre en mer Noire...

La marine allemande est prête à déployer ses navires en mer Noire, a annoncé mercredi le ministère ukrainien de la Défense dans un communiqué. Le ministère a souligné que les perspectives d'une présence navale allemande en mer Noire ont été discutées lors d'une réunion entre le vice-ministre ukrainien de la Défense Anatoliy Petrenko, le directeur pour l'Europe de l'Est, le Caucase et l'Asie centrale du bureau fédéral allemand des Affaires étrangères, Michael Siebert, et le secrétaire d'État parlementaire au ministère allemand de la Défense, Thomas Silberhorn. La partie allemande a également déclaré qu'elle était prête à aider Kiev à faire libérer les marins ukrainiens détenus depuis l'incident qui s'est produit dans le détroit de Kertch, a indiqué le communiqué.

(Radio Chine internationale, le 31-01-2019)

... CYBERGUERRE ...

L'accès au portail internet sud-coréen Daum bloqué par les autorités chinoises...

Alors que les autorités chinoises s'adonnent à bloquer ou restreindre l'accès à certains sites internet locaux comme étrangers, on vient d'apprendre que le portail sud-coréen *Daum* semblerait en être la nouvelle victime, après les blogs et les forums de son concurrent *Naver* en octobre dernier. Si l'on en croit des sources à Pékin, hier, les utilisateurs en Chine n'ont pas été en mesure d'accéder à ce site depuis la capitale, Shanghai et d'autres grandes villes du pays. Ils sont ainsi contraints de recourir à un réseau privé virtuel, ou VPN, pour contourner le blocage. De l'avis des observateurs, cette censure de la toile s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement chinois afin de renforcer le contrôle de la circulation des nouvelles sensibles. L'étau s'est aussi resserré autour de services en ligne populaires comme *Google*, *Facebook*, *YouTube* et *Twitter*. En 2014, la Chine avait coupé l'accès aux principales

applications de messagerie mobile sud-coréennes, *KakaoTalk* et *Line*.
(*KBS World Radio*, le 28-01-2019)

Airbus annonce avoir été la cible d'une cyberattaque...

Le constructeur européen Airbus a fait savoir qu'il avait été victime d'une cyberattaque. Une attaque lors de laquelle des inconnus, des hackers, auraient eu accès à des données auxquelles ils n'étaient pas sensés avoir accès, peut-être des données personnelles d'employés du groupe. La direction d'Airbus à Toulouse affirme que les activités commerciales de l'entreprise n'ont pas été affectées.
(*Deutsche Welle*, le 31-01-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Nouvelles exemptions à l'embargo sur les armes destinées à la Centrafrique pour la Russie et la Chine...

L'ONU a accordé à la Russie et à la Chine de nouvelles exemptions à l'embargo sur les armes imposé à la République centrafricaine qui devrait être renouvelé ce jeudi pour un an supplémentaire par le Conseil de sécurité de l'ONU, mais peut-être pour la dernière fois. Une nouvelle demande de la Russie concernant des armes légères et des munitions a d'abord suscité des réserves des Américains, Français et Britanniques. Paris a levé ses objections le 25 janvier avant que Washington et Londres n'abondent dans le même sens. En 2017, la Russie avait déjà obtenu des exemptions pour livrer des armes aux forces de sécurité centrafricaines assorties de conditions sur leur stockage et leur traçabilité. La France avait aussi bénéficié l'an dernier d'une exemption pour remettre des fusils d'assaut aux unités de l'armée formées par l'Union européenne. En 2018, la Chine a également demandé une exemption pour livrer des armes, qui elle a été longtemps bloquée, mais finalement accordée après une reformulation de la demande chinoise qui ne portait plus que sur des véhicules. Le Conseil de sécurité doit renouveler dans quelques heures pour un an son embargo sur les armes en Centrafrique en dépit d'une vieille demande de ses autorités pour sa levée.

(*La voix de l'Amérique*, le 31-01-2019)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67